

SYNTHÈSE DE CONJONCTURE ÉCONOMIE EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Au 3^{ème} trimestre 2025, la dynamique nationale ne profite pas à l'activité d'Auvergne-Rhône-Alpes toujours au ralenti

FÉVRIER 2026



En bref...

L'économie française accélère au 3^{ème} trimestre 2025 (+0,5%). C'est le niveau de croissance le plus fort enregistré en France depuis le 2^{ème} trimestre 2023. Cette croissance est majoritairement soutenue par le commerce extérieur et la progression de l'investissement. **En Auvergne-Rhône-Alpes, l'évolution de l'activité est moins favorable, à nouveau en repli.** C'est avéré pour l'industrie, moins pour les services et le bâtiment et l'on observe surtout une progression de l'activité pour les services non marchands. **Du côté de la dynamique entrepreneuriale,** les créations d'entreprises continuent d'augmenter (+6,1%), mais c'est aussi le cas des défaillances (+2,7%). Le chiffre d'affaires des entreprises régionales est également en baisse (-1,1%) à rebours de la tendance nationale. **L'emploi salarié cale au 3^{ème} trimestre (+0% après +0,3%).** Seuls l'intérim (+0,1%) et le tertiaire non marchand (+0,3%) préservent une évolution positive, ce qui n'est pas le cas du tertiaire marchand (-0,1%), de l'industrie et de la construction (-0,2%). **Le taux de chômage augmente pour le 3^{ème} trimestre consécutif, au même rythme qu'au printemps et que l'évolution nationale (+0,1 point).** Il s'élève à 6,6% de la population active contre 7,5% en France métropolitaine. **Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A,B,C a réaugmenté de +1,2% ce trimestre (contre +1,5% au niveau national), à l'inverse du trimestre précédent (-2,2%).**



Cinq ans de traitement de la conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes !

La synthèse de conjoncture, livrable emblématique de l'observatoire de la conjoncture de Via Compétences, fête sa 20^{ème} édition. Née en 2020 de la volonté du CREFOP, elle s'est construite en partenariat avec la Banque de France et France Travail, ainsi qu'avec l'appui de données d'experts régionaux comme l'Insee et l'URSSAF. Parue pour la première fois en 2021 pour rendre compte de la situation conjoncturelle régionale de l'économie, de l'emploi et du marché du travail au 4^{ème} trimestre 2020, elle a vu le jour dans le contexte inédit de la crise sanitaire. Elle a depuis traversé d'autres zones de turbulence : la crise énergétique, les incertitudes internationales, les déséquilibres politiques et budgétaires avec l'objectif d'éclairer les impacts de ces crises, tout en mettant en lumière le dynamisme de nos secteurs d'activité, la résilience des entrepreneurs régionaux et l'engagement des structures d'accompagnement. Tous ces phénomènes induisant des impacts territoriaux de plus ou moins grande intensité ont été analysés, prouvant qu'il est nécessaire de comprendre pour aider à la décision. Si cette publication perdure aujourd'hui, c'est aussi grâce à un maillage d'expertises exceptionnel. Elle est le fruit d'un travail d'équipe rigoureux, tant en interne qu'avec nos différents partenaires. Nous saluons également les plumes qui se sont succédées pour la rédaction : Claire Lamy, Alix Rachet Jacquet et Cédric Cabanel qui gère actuellement la publication. À l'heure d'aborder le 3^{ème} trimestre 2025 et de se plonger bientôt vers 2026, cette synthèse doit donc être vue comme un outil précieux de décryptage des mécanismes en cours. Évolutive, de nouveaux contributeurs et de nouveaux angles d'analyse, tel que celui de la formation, ne manqueront pas de l'enrichir à l'avenir pour lui donner encore plus de valeur et de longévité.

Christelle Masson, Directrice de Via Compétences
Cédric Cabanel, Chargé d'études conjoncturelles et sectorielles



Chiffres clés en Auvergne-Rhône-Alpes



Évolution
sur un trimestre
(T3 2025 / T2 2025)

↗ +0.0%
(+0% en France)

↗ +0.1 pt
(+0.1 pt en France)

↗ +1.2%
(+1.5% en France)

Évolution
depuis un an
(T3 2025 / T3 2024)

↘ -0.1%
(-0.2% en France)

↗ +0.2 pt
(+0.3 pt en France)

↗ +5%
(+5.3% en France)

1 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Éclairage national

L'économie française gagne en vigueur au 3^{ème} trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la France s'accélère. L'économie enregistre ainsi un troisième trimestre consécutif de progression (+0,5% après +0,3% au printemps et +0,1% cet hiver). C'est le niveau de croissance le plus fort enregistré en France depuis le 2^{ème} trimestre 2023 (+0,9%). Depuis l'après-crise sanitaire début 2021, seuls cinq trimestres ont affichés une croissance supérieure ou égale à +0,5%.

Cette dynamique repose en premier lieu sur le renforcement de la demande intérieure. L'investissement, est porté principalement par les entreprises (+0,8%) et la consommation des administrations (+0,5%). Au total, la demande intérieure contribue à +0,3 point de croissance après +0,2 point au deuxième trimestre.

Le commerce extérieur apporte également une contribution positive significative (+0,6 point, après -0,4 point) sous l'effet d'une forte progression matériels de transport. Les importations restent quant à elles dynamiques, à l'exception des services. La contrepartie étant la contribution négative des stocks ce trimestre (-0,4 point après +0,6 point), corrélée à la forte hausse des livraisons aéronautiques.

Ainsi, si l'INSEE révèle que le climat des affaires s'améliore pour les entreprises, les ménages ne partagent pas ce regain d'optimisme conservant une opinion dégradée sur la situation économique du pays. L'inflation (+0,9%) y demeure pourtant plus faible que dans les autres pays européens (+2,2% en moyenne), mais l'on y observe aussi un pouvoir d'achat en repli, impacté notamment par le prix à la consommation des ménages. Sous les effets combinés de la légère augmentation de leur consommation en volume et de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le taux d'épargne part légèrement à la baisse (18,4% après 18,7%), une première depuis le 3^{ème} trimestre 2023. Le regain d'activité ne semble donc pas pour l'heure profiter aux ménages.

Pour en savoir plus : [Insee, Note de conjoncture - Décembre 2025](#)

Des « surprises favorables » à la croissance française pour 2025 et 2026

Pour décrire cette vigueur de l'activité et expliquer le relèvement à la hausse des projections, la Banque de France parle de « surprises favorables »¹ qui impactent les chiffres de la croissance pour 2025 et 2026. **La croissance économique de la France initialement estimée à +0,7% en septembre, s'élève finalement à +0,9% en moyenne annuelle en 2025.** Cette révision à la hausse s'explique par des exportations très dynamiques au second semestre et un léger allant pour la consommation et l'investissement des ménages, qui tiendraient la croissance des troisième (+0,5%) et quatrième trimestre (+0,2%). Néanmoins, sur l'ensemble de l'année 2025, c'est la variation des stocks qui demeure la principale contribution positive à la croissance économique.

La France incarne par ailleurs l'une des meilleures croissances d'une zone euro en pleine reprise économique, révélant une certaine résilience malgré les instabilités (voir encadré 1). Avec l'accélération de la France (+0,5%), la stabilisation de l'Allemagne (+0%) et de l'Italie (+0,1%) ainsi que la robustesse de l'Espagne (+0,6%), l'activité européenne continue d'être bien orientée au troisième trimestre 2025 (+0,3% après +0,1%), portée par une demande intérieure en rebond.

Sur l'ensemble de l'année 2025 cependant, le décalage conjoncturel entre ces grandes économies persiste : l'Allemagne retrouverait de l'élan à partir du quatrième trimestre sous l'effet d'un plan d'investissement massif (+0,3 après -0,5), l'Espagne commencerait à lentement fléchir à la fin de l'année (+2,9% après +3,5%), tandis que l'Italie poursuivrait son rythme tendanciel (+0,6% après +0,5%). L'activité au Royaume-Uni avance au ralenti (+1,4% après +1,1%), pendant que les États-Unis (2,1% après 2,8%) qui ont pour le moment bénéficié de la hausse des droits de douane vont devoir successivement affronter le « shut-down »² du 4^{ème} trimestre 2025 ainsi que l'érosion des amortisseurs traditionnels, marges comme stocks. La Chine qui enregistrerait une croissance stable sur l'année (+5%) semble quant à elle avoir fait preuve d'une agilité toute particulière en réorientant ses débouchés sur l'Asie et l'Europe, malgré une demande intérieure atone.

Les projections positives s'étendent également à 2026 et 2027. En 2026, la croissance annuelle du PIB de la France serait en hausse de +0,1 point à +1%, tandis qu'elle se maintiendrait à +1% en 2027 mais avec des progressions trimestrielles plus élevées. En 2026, le commerce extérieur et la consommation des ménages seraient les principaux contributeurs, tandis que 2027 serait marquée par le regain de vigueur de l'investissement des entreprises.

Encadré 1 : Des aléas toujours menaçants

Si les hypothèses et prévisions sur l'activité économique demeurent incertaines et régulièrement corrigées, c'est parce que le niveau d'incertitude, bien qu'atténué, demeure encore soumis à de nombreux aléas. En premier lieu, on citera la versatilité des décisions de l'administration américaine qui peuvent toujours avoir des impacts sur le commerce international. Ensuite, la situation énergétique soumise à une demande mondiale atone décrit un cours des matières premières stable ou orienté à la baisse, ce qui pourrait évoluer. Enfin, en France, si les risques sur l'inflation semblent endormis, l'incertitude politique et budgétaire est latente, tributaire de décisions consolidées. **Les impacts territoriaux à différentes échelles semblent donc reliés à plusieurs variables, à l'heure où les moteurs de croissance paraissent rallumés.** L'incertitude empêche aussi la diffusion de l'embellie conjoncturelle à l'emploi et aux ménages, maintenant l'épargne comme un réservoir de croissance potentiel.

Pour en savoir plus sur la situation française : [Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France – Décembre 2025](#)

¹ En septembre, la Banque de France prévoyait initialement une tenue de l'activité au troisième trimestre à +0,3% (contre +0,5% finalement) comme au second trimestre de 2025. Ces surprises favorables seraient estimées à +0,2 point de croissance.

² C'est la situation d'impasse budgétaire rencontrée par les États-Unis, résultant de l'absence d'autorisation par le Congrès du vote du budget fédéral.

La croissance régionale a ralenti au 3^{ème} trimestre 2025

D'après les enquêtes mensuelles de conjoncture de la Banque de France réalisées auprès d'un panel d'entreprises, **la croissance régionale a ralenti au troisième trimestre**. En particulier, le redémarrage de l'économie après les congés estivaux s'est révélé moins dynamique que les années précédente.

La production industrielle est restée bien orientée au cours de l'été, mais s'est repliée en septembre. Le taux d'utilisation des capacités de production est resté stable à un niveau bas (72% en moyenne), nettement en deçà de sa moyenne de long terme (78%). Si l'*Industrie agroalimentaire* et les *Fabrications de produits informatiques-électroniques-optiques* ont progressé, en revanche, les branches du *Textile-habillement-cuir*, du *Bois-papier-carton*, les *Industries chimiques et pharmaceutiques* se sont repliées. Dans l'industrie, les carnets ont peu évolué et sont toujours jugés bas, alors que les stocks de produits finis se maintiennent à un niveau supérieur à l'attendu.

Dans le secteur de la construction, l'activité du bâtiment s'est globalement améliorée sur l'ensemble de la période, soutenue par le *second œuvre*, avec des carnets bien garnis. En revanche, le gros œuvre a reculé et conserve des carnets jugés insuffisants. Dans les *travaux publics*, après deux trimestres de repli, l'activité a enregistré un léger rebond mais les carnets demeurent bas.

Le secteur des services marchands a affiché un rythme de croissance soutenu sur l'ensemble du trimestre, dans la plupart des filières, à l'exception des *Activités informatiques* et de l'*Hébergement* qui ont conservé une tendance baissière.

Les prix de vente ont progressé modérément dans l'industrie et les services marchands, alors qu'ils ont continué de reculer dans la construction en raison des tensions concurrentielles exacerbées. Les effectifs ont sensiblement diminué dans la construction, plus modérément dans l'industrie et se sont renforcés dans les services marchands. Les difficultés de recrutement mentionnées par les chefs d'entreprise se sont globalement atténuées, hormis sur des compétences techniques spécifiques dans certaines filières des services marchands ou du bâtiment, pour lesquelles les postes restent difficiles à pourvoir.

Encadré rédigé par la Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, pour en savoir plus : [Banque de France, Tendances régionales, La conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes - Juillet, Août, Septembre 2025](#)

Une baisse du chiffre d'affaires des entreprises privées de la région

Encadré 2 : La réintégration des chiffres d'affaires des entreprises

Présents précédemment dans la synthèse de conjoncture, les chiffres d'affaires des entreprises sont à nouveau mobilisés à partir de cette 20^{ème} édition. Transmis par la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP), les indicateurs de chiffre d'affaires correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région. Ils permettent d'évaluer le dynamisme de l'activité des entreprises régionales. Ces chiffres seront ici mobilisés pour une lecture des tendances nationales, régionales et départementales, ainsi que pour l'analyse des six grands secteurs d'activités (*Industrie manufacturière, Construction, Commerce, Activités financières, Transports et entreposages, Hébergement et restauration*). Il est néanmoins important de préciser que les données sur les chiffres d'affaires sont complémentaires à celles sur le commerce extérieur et sur l'investissement (non développées ici). Par ailleurs, elles présentent une limite géographique dans la mesure où ce sont des données liées au siège de l'entreprise, ce qui peut comporter une activité située hors région.

Le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région a baissé de -1,1% sur un an, à rebours de la tendance nationale (+1,1%).

Dans le détail, on note une baisse dans les principaux secteurs allant de -9,2% dans les activités financières à -0,1% dans le commerce, tandis que les chiffres d'affaires des entreprises du *Transport et entreposage* et de l'*Hébergement et restauration* augmentent respectivement de +1,5% et +4,4%. La DRFIP indique « qu'il n'existe pas de différence significative entre les grandes entreprises et les PME au 3^{ème} trimestre (+0,5% de croissance du chiffre d'affaires, contre +0,3%) ».

Sur le plan territorial, la majorité des départements connaît une augmentation ou une stabilité de son activité. Cinq départements enregistrent un recul (Ardèche, Rhône, Isère, Haute-Savoie et Loire). Parmi les évolutions notoires, on retiendra la baisse des chiffres d'affaires du commerce dans la Loire qui peut s'expliquer par la restructuration du groupe Casino et les baisses des *Activités financières* en Isère (-42,1%) et en Haute-Savoie (-37,2%), ainsi que l'augmentation dans le même secteur dans la Drôme (+37,3%).

Chiffre d'affaires	Montant 3 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 3 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	425 436	420 911	-1.1%
Total France	4 937 943	4 993 839	1.1%

Chiffre d'affaires	Montant 3 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 3 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	425 436	420 911	-1.1%
Industrie manufacturière	103 034	100 240	-2.7%
Construction	37 469	36 109	-3.6%
Commerce	132 695	132 589	-0.1%
Activités financières	24 067	21 852	-9.2%
Transport et entreposage	19 334	19 618	1.5%
Hébergement et restauration	11 234	11 726	4.4%

Chiffre d'affaires	Montant 3 ^{ème} trimestre 2024 (en M€)	Montant 3 ^{ème} trimestre 2025 (en M€)	Évolution Annuelle
Total Auvergne-Rhône-Alpes	425 436	420 911	-1.1%
Ain	24 965	25 104	0.6%
Allier	11 332	11 329	0.0%
Ardèche	8 138	8 130	-0.1%
Cantal	3 948	4 069	3.1%
Drôme	20 294	21 567	3.1%
Isère	56 153	54 885	-2.3%
Loire	30 827	28 867	-6.4%
Haute-Loire	6 779	6 912	2.0%
Puy-de-Dôme	29 273	29 299	0.1%
Rhône	169 317	167 846	-0.9%
Savoie	21 659	21 911	1.2%
Haute-Savoie	42 120	40 994	-2.7%

Source : DRFIP Ecoviz. Données cumulées du 1^{er} janvier au 30 septembre.

L'évolution du tissu régional d'entreprises

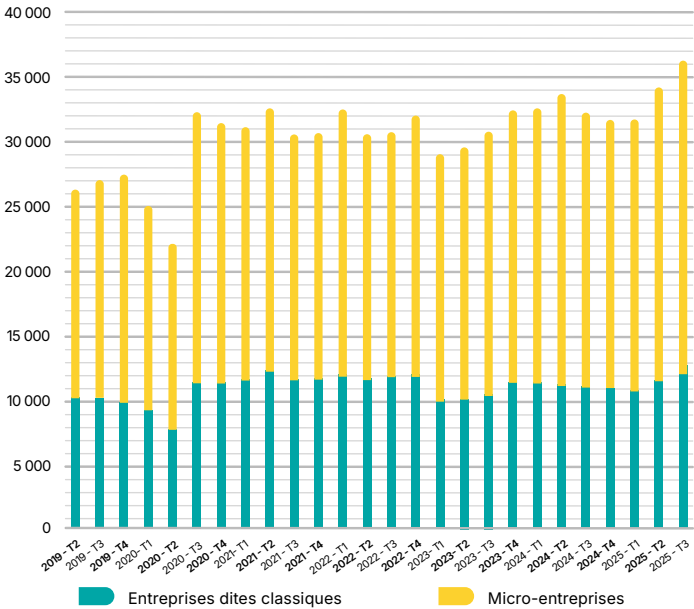
Deuxième trimestre consécutif de hausse pour les créations d'entreprises régionales

Les créations d'entreprises ont poursuivi leur augmentation au troisième trimestre 2025 (+6,1% après +7,5%), avec 35 953 nouvelles structures, soit 2 071 de plus qu'au trimestre précédent. Cette augmentation s'observe surtout chez les micro-entreprises (+7,2%) tandis que les entreprises classiques croissent toujours mais à un rythme moindre (+4,1% après +8,3%). **Au niveau sectoriel, à signaler que la forte hausse de la construction au deuxième trimestre s'est tarie au troisième trimestre pour les micro-entreprises (+9% après +20%) comme pour les entreprises classiques (+10% après +23%).** Seules les entreprises classiques du secteur industriel sont en décroissance ce trimestre (-5,3%).

Dans le détail, **ce sont surtout des activités à faible valeur ajoutée qui constituent le volume de création d'entreprises le plus important** : nettoyage courant des bâtiments (692 créations sur un an), activités de poste et courrier (627 créations sur un an) et enfin le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (529 sur un an). La dynamique territoriale apparaît forte puisque six départements voient une augmentation des créations d'entreprises sur un an, supérieure à +20% (Allier, Isère, Puy-de-Dôme, Haute-Savoie, Ain, Cantal). En cumul sur un an, le nombre de créations d'entreprises demeure légèrement en hausse (+2,3%), nettement moins qu'avant la crise sanitaire (+24,9%). Le secteur industriel pour les micro-entreprises (+8,5%) comme pour les entreprises classiques (+10,3%) est le moteur principal de cette évolution.

Évolution des créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en nombre d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et Établissements - Sirene) ; Données trimestrielles CVS

Les défaillances d'entreprises en hausse pour le deuxième trimestre consécutif

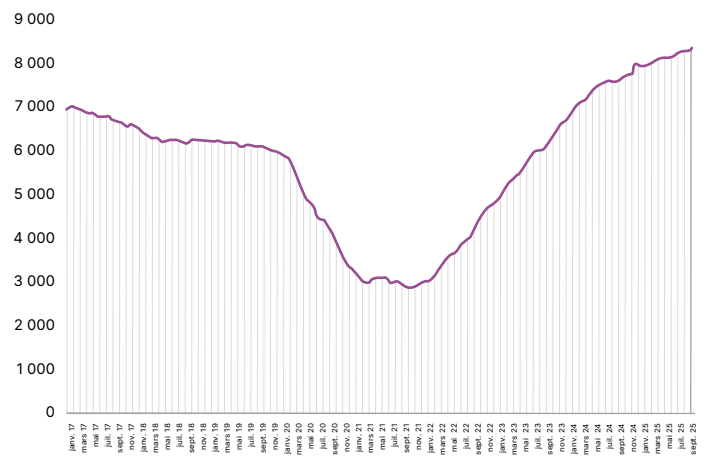
Les défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes, poursuivent leur progression au 3^{ème} trimestre 2025 (+2,7%) marquant le deuxième trimestre d'augmentation (après +0,5% au printemps et +1,5% cet hiver). On compte 8 205 procédures de redressement judiciaire enregistrées en septembre. L'augmentation se poursuit sur un rythme quasi stable d'une année sur l'autre (+8,9% après +8,8%). Le volume de défaillances reste néanmoins largement supérieur à celui de l'avant crise-sanitaire (+37,8%). Ce trimestre, parmi les entreprises d'au moins 150 salariés et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires, trois structures régionales se situaient en Auvergne-Rhône-Alpes.

À l'échelle nationale, le rythme annuel des défaillances poursuit sa hausse (+6,1%, après +5,9%). En septembre 2025, ce sont les TPE (+15% et +2,6 points par rapport à juin) et les moyennes entreprises (+11,4% mais -7,1 points) qui contribuent le plus à cette augmentation. La baisse des défaillances s'intensifie en revanche chez les ETI et grandes entreprises (-21,5% après -12,5%). Le groupe Altares, expert de la donnée d'entreprises, évoque « la pire période de rentrée depuis 2009 », arguant le contexte d'incertitude et une consommation des ménages atone pour le justifier.

Au troisième trimestre 2025, seulement trois secteurs voient leur nombre de défaillances d'entreprises diminuer : il s'agit des **Activités financières et d'assurance** (-6,8%), des **Activités immobilières** (-5,4%) et du **Commerce et réparation automobile** (-0,2%). Les défaillances d'entreprises demeurent importantes dans la **Construction**, l'**Agriculture**, le **Transports et entreposage** et le **Soutien aux entreprises**. Le volume concerné est néanmoins très relatif, puisque l'on évoque une diminution d'au maximum une vingtaine de défaillances. C'est le cas également pour les augmentations, à l'exception du secteur du **Soutien aux entreprises** (+59).

Évolution des défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes (en cumul sur un an)

Unité : en nombre de procédures de redressement judiciaire enclenchées en cumul sur un an



Source : Insee, Défaillances d'entreprises ; Données trimestrielles brutes

2 L'EMPLOI

La situation de l'emploi salarié

Stabilisation de l'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2025

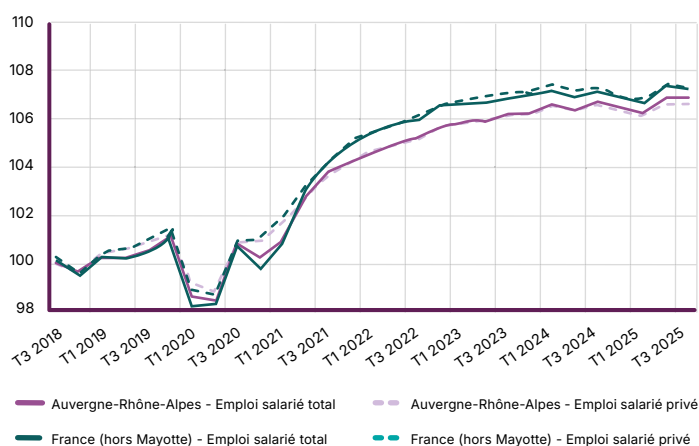
L'emploi salarié est quasiment stable au 3^{ème} trimestre 2025. En effet, en taux il n'évolue pas (+0% après +0,3%), suivant la tendance nationale, tandis qu'en volume il baisse légèrement (-1 133 salariés après +8 202). La région Auvergne-Rhône-Alpes a perdu 4049 emplois en un an. Cette diminution est en grande partie le résultat des pertes d'emplois dans le secteur privé. Aussi, il est possible que les entreprises soient à la recherche de flexibilité et pallient leurs difficultés de recrutement par des recours aux contrats courts. L'intérim qui se stabilise ce trimestre (+0,1%) atteste de cette hypothèse. Enfin, la baisse des aides à l'embauche des apprentis a pu impacter les entreprises.

Dans le détail, si l'emploi privé recule (-0,2%), l'emploi public lui, résiste (+0,4%). **Les trois grands secteurs sont en décroissance au troisième trimestre : -0,1% pour le tertiaire marchand et l'industrie et -0,2% pour la construction. Seul le tertiaire non marchand (+0,3%) progresse.** Dans l'industrie, on note le retournement des domaines de la *Fabrication des denrées alimentaires* (-0,1% après +0,4%) mais aussi de la *Fabrication de matériels de transport* (+0,1% après -0,1%). Dans les services, le domaine du *Transports et entreposage* (-0,4%) l'*Information et communication* (-0,9%) et les *Activités immobilières* contribuent à la baisse d'ensemble (-1,1%).

Sur un an, l'emploi salarié croît de +0,5% et reste supérieur de +5,5% à l'avant crise sanitaire.

Évolution de l'emploi salarié en France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : indice de base 100 au 1^{er} trimestre 2018



Source : Insee, Estimations d'emploi (estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee) ; Données trimestrielles CVS en fin de trimestre.

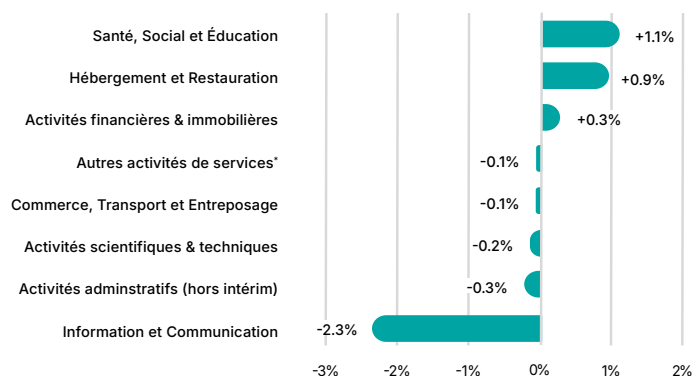
L'évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

L'évolution dissymétrique de l'emploi salarié dans les services et l'industrie

L'emploi salarié du privé dans le tertiaire (hors intérim) en Auvergne-Rhône-Alpes, poursuit une croissance égale à celle du printemps 2025 (+0,1%). Trois secteurs y contribuent : *Santé-Social-Education* (+1,1%), *Hébergement et restauration* (+0,9%), et *Activités financières et immobilières* (+0,3% après -0,1%). Le premier cité, renvoie aux embauches dans les secteurs des *Activités de santé* (+1 020), de l'*Hébergement médico-social* (+1 164) et de l'*action sociale* (+1 522). Concernant l'*Hébergement et restauration*, cette dynamique renvoie à une bonne saison estivale pour les hébergeurs, moins favorable en revanche pour la restauration. À l'inverse, les *Activités scientifiques et techniques* voient leurs dynamiques se retourner ce trimestre (-0,2% après +0,8%), tandis que l'*Information et Communication* poursuit sa décroissance (-2,3% après -1,8%).

Évolution de l'emploi salarié du privé dans les services en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente

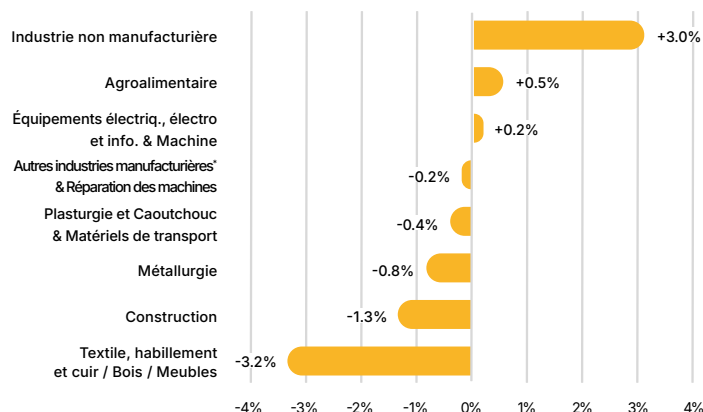


Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS./ (*) dont font partie les activités artistiques, récréatives, sportives, celles des organisations associatives ou encore les autres services personnels...

Dans l'industrie, l'emploi salarié privé en Auvergne-Rhône-Alpes, poursuit son recul au même rythme que lors du trimestre précédent (-0,1%) soit une perte de 733 emplois. Les pertes d'emplois se concentrent principalement dans le *Textile et habillement* (-3,2% et -1 678 emplois) ainsi que dans la *Construction* (-1,3%) et la *Métallurgie* (-0,8%). Concernant, le *Textile et habillement*, c'est majoritairement la *Fabrication de Textiles* (-416 emplois) et l'*Industrie du cuir et de la chaussure* qui sont affaiblis (-368 emplois). Dans la construction, les *Travaux de construction spécialisés* enregistrent une forte perte d'emplois (-2 113). À l'inverse, l'*Industrie non manufacturière* est la seule à poursuivre sa croissance (+3% après +2,8%), dû à la bonne tenue de la *production et du transport d'électricité* (+1 277 emplois) tandis que les *équipements électriques* se retournent (+0,2% après -0,3%). Les difficultés de la *Plasturgie* (-0,4%) et de la *Métallurgie* (-0,8%) illustrent quant à eux la mauvaise orientation du secteur de l'automobile.

Évolution de l'emploi salarié du privé dans l'industrie et la construction en Auvergne-Rhône-Alpes

Unité : en % par rapport au même trimestre de l'année précédente



Source : Urssaf, Effectifs salariés du secteur privé, hors agricole hors intérim ; Données CVS./ (*) dont font partie les industries chimiques et pharmaceutiques, la fabrication d'instruments de musique, de sport, de jeux, les bijoutiers...

La stabilisation de l'emploi salarié dans les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes

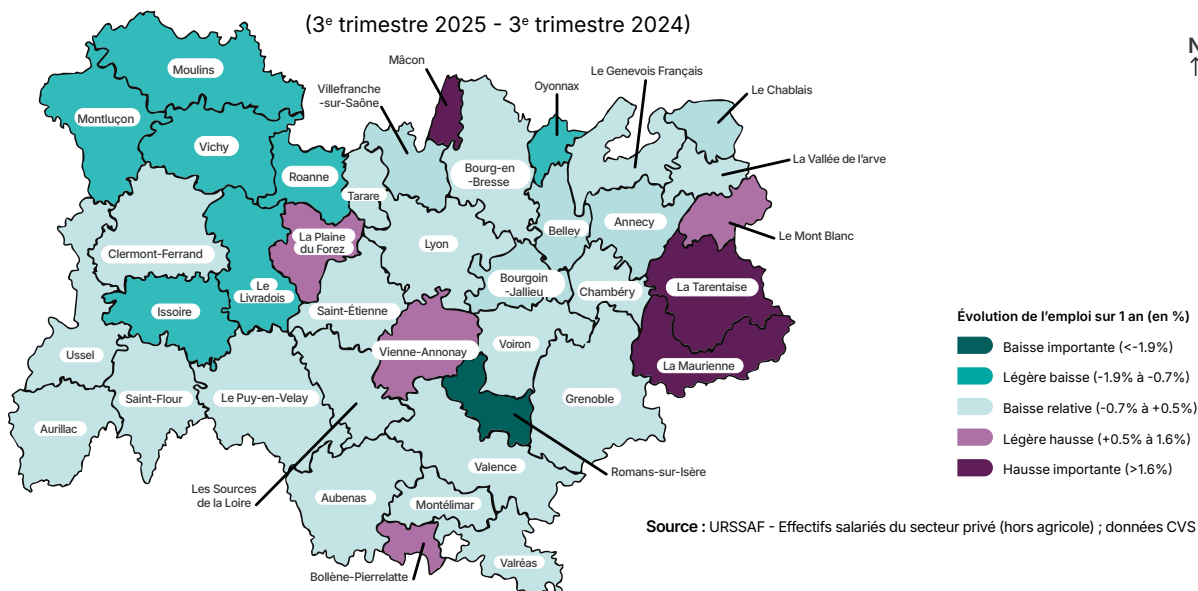
L'emploi salarié privé se stabilise dans les zones d'emplois des différents territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes au troisième trimestre 2025 (+0% après +0,1% en moyenne). À l'été, 19 zones d'emplois connaissent une augmentation des effectifs (contre 21 au trimestre précédent) et 17 une diminution (contre 18 au printemps dernier). Aussi, l'écart-type entre les zones d'emploi à la plus grande et à la plus faible évolution se réduit ce trimestre (passage de 4,4% à 3% soit -1,4 point).

Parmi les évolutions remarquables, on note le ralentissement des diminutions de l'emploi dans les territoires d'Aurillac et Moulins (-1,1 et -1 point), la progression du volume d'emplois dans la zone de Montélimar (+0,8 point). Enfin, Grenoble poursuit sa décroissance (-1,2% et -0,4 point), au point de figurer parmi les cinq zones d'emplois aux évolutions les plus négatives ce trimestre avec Villefranche-sur-Saône (-1,3%), Ussel (-1,3%), Le Livradois (-1,4%) et Saint-Flour (-1,5%). En Isère, on note des difficultés pour l'industrie dans différents secteurs (chimie, matériels de transport et textile-cuir). Parmi les autres agglomérations, Lyon et Saint-Étienne poursuivent leur décroissance (-0,3% après -0,1% et -0,7% après -0,2%), tandis que Clermont-Ferrand voit toujours son volume d'emploi salarié augmenter mais moins fortement (+0,2% après +0,7%). À l'inverse, Mâcon, Vienne-Annonay et La Maurienne, sont toujours les zones d'emplois qui connaissent les évolutions les plus positives, mais à des rythmes moindres (-0,8 point en moyenne).

Comparé à l'avant-crise sanitaire, le volume d'emploi salarié privé des zones d'emplois demeure en moyenne supérieur de +4,7% à celui de 2019. La Maurienne conserve la plus grande progression (+10,9%), tandis que le plus grand recul revient à la zone d'emploi d'Oyonnax (-3,8%). Parmi les grandes villes, Lyon semble avoir retrouvé une dynamique (+9,1%), tout comme Valence (+5,7%), Clermont-Ferrand (+5,6%), et Grenoble (+5,6%). C'est moins le cas de Saint-Étienne (+1,8%). Seulement, quatre zones d'emplois enregistrent un volume négatif par rapport à l'avant crise (Le Livradois, La Vallée de l'Arve, Montluçon, Oyonnax), signe de potentiels problèmes d'attractivité ou de dynamisme économique.

Évolution de l'emploi salarié privé par zone d'emploi sur 1 an

(3^e trimestre 2025 - 3^e trimestre 2024)



Suspension de la publication des séries des déclarations d'embauche

De récentes analyses montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans cette publication. **Ainsi, en l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la publication des séries de déclarations d'embauches est suspendue. En outre, il convient de considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période avril 2025 - septembre 2025.**

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

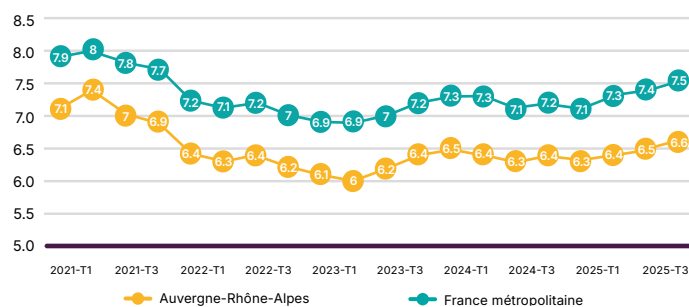
Le taux de chômage

Troisième trimestre consécutif d'augmentation pour le taux de chômage

Au 3^{ème} trimestre 2025, le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes continue d'augmenter pour le troisième trimestre consécutif, au même rythme que l'évolution du chômage en France métropolitaine (+0,1 point). Ils s'établissent respectivement à 6,6% et 7,5% de la population active. La région Auvergne-Rhône-Alpes demeure la 4^{ème} région française au taux de chômage le plus bas, tandis que les Pays de la Loire présentent toujours la proportion la plus faible avec 6,1% de la population active.

Évolution du taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine

Unité : en % de la population active



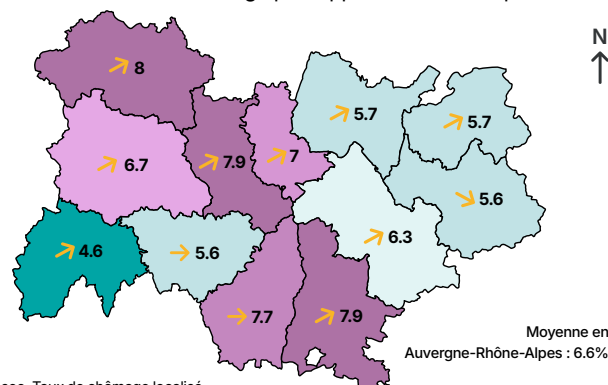
Source : Insee, Enquête Emploi et taux de chômage localisé ; Données CVS

À l'été, trois départements ont connu une augmentation marquée de +0,2 point (Allier, Loire et Rhône), tandis que le taux de chômage de la Savoie a diminué de -0,1 point. Pour le département de l'Allier, on peut le relier à une succession de plans sociaux et de redressements dans le secteur industriel ces derniers mois. Le reste des départements, soit une grande majorité, est restée stable de +0 point en Ardèche et en Haute-Loire ou a enregistré une augmentation relative, +0,1 point dans l'Ain, le Cantal, la Drôme, l'Isère, le Puy-de-Dôme et la Haute-Savoie.

Taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes par département au 3^{ème} trimestre 2025

Unité : en % de la population active

➤ : évolution du taux de chômage par rapport au trimestre précédent



Source : Insee, Taux de chômage localisé.

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du **Conseil national de l'information statistique (Cnis)**. Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Une documentation méthodologique est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail.

Une hausse de la demande d'emploi à l'été et sur un an

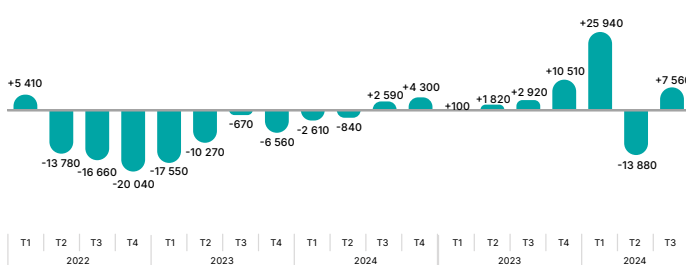
En moyenne au 3^{ème} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établissait à 716 320 (catégories A, B, C, D, E). Ce nombre a augmenté de +1,3 % (+9 070) au cours du 3^{ème} trimestre et a crû de +4,5 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établissait à 629 900. Parmi eux, 342 280 étaient sans emploi (catégorie A) et 287 620 exerçaient une activité réduite (catégories B, C).

Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC ont progressé de +1,2 % (+7 560) au cours du trimestre et ont augmenté de +5 % sur un an.

Sur la même période, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 18 995 personnes étaient inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 74 395 personnes étaient en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).³

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi (inscrits en catégorie ABC) en Auvergne-Rhône-Alpes



³ Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Une variation significative de la demande d'emploi départementale

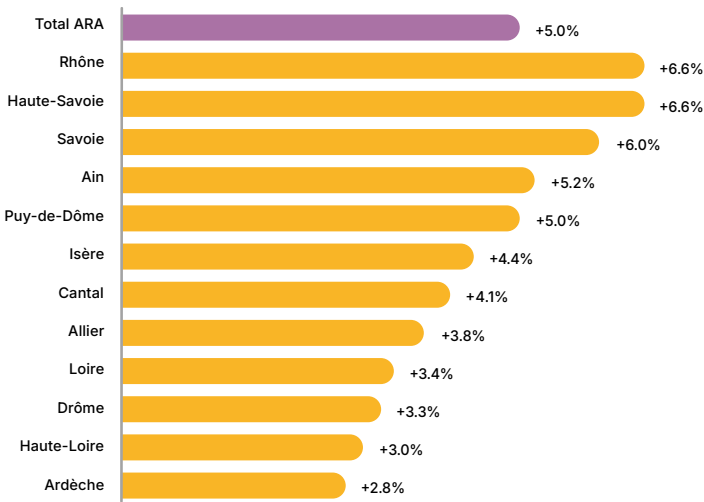
Sur un an, au 3^{ème} trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, la dynamique du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C varie significativement d'un département à l'autre.

La Haute-Savoie et le Rhône, avec une augmentation de +6,6 %, enregistrent les progressions les plus marquées, suivis par la Savoie avec une hausse de +6,0 %, l'Ain avec +5,2 %, et le Puy-de-Dôme, (comme Auvergne-Rhône-Alpes) avec +5,0 %.

À l'inverse, l'Ardèche affiche la plus faible croissance, avec une augmentation de seulement +2,8 %.

Évolution annuelle de la demande d'emploi en catégorie ABC

entre le 3^{ème} trimestre 2025 et le 3^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC

Une hausse de la demande d'emploi dans toutes les classes d'âge, toujours plus marquée chez les jeunes

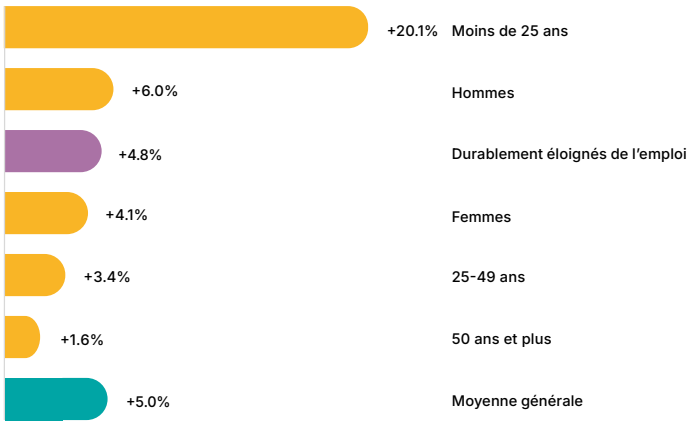
Au cours du troisième trimestre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes, toutes les classes d'âge ont connu une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits. Les jeunes de moins de 25 ans ont été les plus impactés, avec une hausse spectaculaire de +20,1 % sur les 12 derniers mois. Cette hausse est principalement due à la mise en vigueur de la loi sur le plein emploi, qui a entraîné la prise en charge par France Travail des jeunes issus des structures MILO.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans s'établit à +3,4 % en catégories ABC, et celle des seniors a progressé de +1,6 %.

Sur l'année, au troisième trimestre 2025, France Travail a enregistré une augmentation de +6% du nombre d'hommes inscrits en catégorie ABC, contre une évolution de +4,1 % chez les femmes. De plus, le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloignés de l'emploi (inscrits 12 mois en catégorie A dans les 15 derniers mois) parmi les demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits en catégories ABC, a augmenté de +4,8 %.

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC en Auvergne-Rhône-Alpes par public spécifique

entre le 3^{ème} trimestre 2025 et le 3^{ème} trimestre 2024



Source : France Travail-Dares, STMT, demande d'emploi en fin de mois ; en CVS catégorie ABC en jaune et données brutes en mauve.

Les offres d'emplois en baisse au 3^{ème} trimestre 2025

En Auvergne-Rhône-Alpes, le volume des offres d'emploi a baissé sur le trimestre. Sur l'année, à fin septembre 2025, France Travail a collecté 456 290 offres d'emploi sur la région en baisse de -14,6 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2024.

■ Une newsletter sur la conjoncture

Tous les trimestres, recevez les dernières actualités et informations clés sur l'économie, l'emploi et le marché du travail dans la région en vous [abonnant à la Lettre d'information : «L'actualité conjoncturelle en Auvergne-Rhône-Alpes»](#).

■ Une veille conjoncturelle

Lisez les derniers articles et études sur l'économie, l'emploi, le marché du travail et la formation en Auvergne-Rhône-Alpes grâce à une veille sur la conjoncture régionale.

Rendez-vous sur [Via-Compétences.fr - Veille conjoncturelle](#)

■ Un outil public de visualisation de données régionales

Via Compétences met également à disposition **DataScope**, un outil de datavisualisation dynamique au service des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelle.



Retrouvez des informations socioéconomiques actualisées régulièrement sur les métiers, les formations, les territoires et les secteurs d'activité en région Auvergne-Rhône-Alpes. [www.datascope.via-competences.fr](#)

Sources

- > **Altaires**, Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^{ème} trimestre 2025, Octobre 2025, 20 p.
- > **Banque de France**, Projections macroéconomiques pour la France, 19 décembre 2025, Projections intermédiaires, 16 p.
- > **Banque de France**, Tendances régionales, Juillet, Août et Septembre 2025.
- > **BPI France**, La création d'entreprise en Auvergne-Rhône-Alpes, Chiffres de septembre 2025, 10 p.
- > **DARES**, Les inscrits à France Travail au 3^{ème} trimestre 2025, Octobre 2025, n°51, 8 p.
- > **DREETS**, Note de conjoncture 3^{ème} trimestre 2025, Auvergne-Rhône-Alpes, 28 p.
- > **DRFIP**, Note de conjoncture économique de la DRFIP d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, 3^{ème} trimestre 2025, 4 p.
- > **INSEE**, Note de conjoncture, Consolidation modérée, croissance ravivée, 17 décembre 2025, 105 p.
- > **INSEE**, Comptes nationaux trimestriels, Résultats détaillés, 3^{ème} trimestre 2025, Informations rapides n°300, 28 novembre 2025, 4 p.
- > **INSEE**, L'activité recule encore mais l'emploi résiste grâce au tertiaire non marchand, n°50, Janvier 2026, 4 p.
- > **URBALYON**, Observatoire Partenarial Economie Emploi Insertion, Regard sur l'économie et les entreprises lyonnaises n°68, Des inquiétudes qui s'installent, Novembre 2025, 16 p.
- > **URSSAF**, Légère baisse des effectifs salariés privés au 3^{ème} trimestre 2025 en Auvergne-Rhône-Alpes, Janvier 2026 – N°57, 14 p.

Méthodologie

Le choix de la périodicité dans les séries étudiées dépend du type de données utilisées. Les séries dont les données sont disponibles en CVS ou CVS-CJO (correction des variations saisonnières et correction des jours ouvrables) peuvent être comparées entre différents trimestres de l'année. En revanche, les séries dont les données sont brutes (non retraitées) ne peuvent être comparées qu'entre mois ou trimestres similaires (e.g. 3^e trimestre 2024 par rapport au 3^e trimestre 2023).

La cartographie de l'évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi a été réalisée à l'aide du logiciel Magrit. Une discrétisation de type standardisation a été mobilisée pour mettre en avant les valeurs extrêmes de la distribution symétrique. La gradation harmonique a été choisie pour bien opposer les valeurs négatives et positives.



Directrice de publication : Christelle MASSON • **Réalisation** : Cédric CABANEL (Via Compétences), Sandrine LORAND NGUYEN (Banque de France) & Saïd-Hamidou ALLAOUI (France Travail) avec l'appui de Claire LAMY et Jacques MALGRAS (Via Compétences) • **Mise en page et communication** : Mélanie CATTELIN • **Date de publication** : Février 2026 • **Email contact** : contact@via-competences.fr